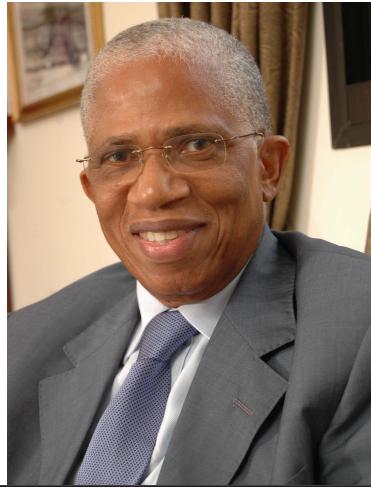




Mutuelle des Agents de l'Eau et de l'Electricité

RAPPORT
DE GESTION DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

20|13



M. Marcel ZADI KESSY

L'aventure qui a commencée en 2010 avec la création de MA2E pour accompagner nos collaborateurs dans leur quête du bien-être se poursuit dans un environnement politique et économique désormais stable et propice à la mise en œuvre d'un plan de développement à moyen et long termes.

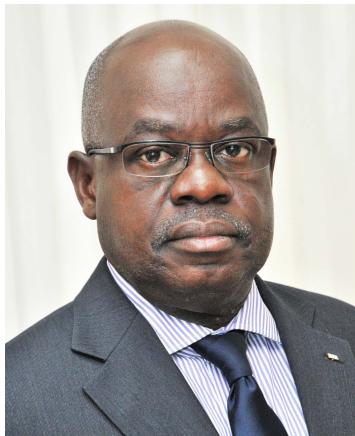
Les questions d'organisation et d'installation pratique inhérentes à toute jeune institution ayant trouvé des solutions appropriées, la MA2E doit à présent se tourner vers ses adhérents pour répondre à leurs nombreuses et légitimes attentes.

C'est dans cet esprit que j'ai suivi avec intérêt les réflexions en cours dont le but est de définir une nouvelle politique d'épargne et de crédit adaptée aux nouvelles ambitions que la Mutuelle veut se donner. Dans mon entendement, il ne s'agit pas de faire table rase de ce qui a fait la force de l'institution et qui est fondamentalement basée sur le principe de la solidarité. Je ne pense pas non plus qu'il s'agisse de sortir du cadre des entreprises qui sont les employeurs des membres. Je pense que cette initiative prise par les Dirigeants a pour objectif de donner plus de moyens et d'ampleur à l'action de la Mutuelle pour lui permettre de prendre en compte tous les besoins exprimés par les adhérents.

Dans son rôle de régulateur du climat social dans les entreprises, je suis persuadé que la MA2E, dotée de ces nouveaux moyens sera encore plus utile. C'est pourquoi je félicite et j'encourage tous les membres et tous les dirigeants de MA2E qui ont compris qu'en la matière, l'union fait la force. Je leur demande de persévérer dans l'effort constructif pour la rendre encore plus forte. Comme je vous le dis souvent, le bonheur ne se décrète pas. Il se construit. La MA2E est ma manière de vous aider à construire votre bonheur. Je serai très fier, au jour du bilan, que cette institution puisse vous être d'une certaine utilité.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "MZK".

Message du Président du Conseil d'Administration



M. Dominique KAKOU
Président du Conseil d'Administration

Mesdames et Messieurs les Mutualistes,
Notre Mutuelle, de par le fait qu'elle œuvre au bien-être économique et social de chacun d'entre nous, demeure un prolongement indispensable de la politique sociale volontariste de nos entreprises. C'est la raison pour laquelle nos sociétés continuent de soutenir son activité malgré les résultats opérationnels déficitaires. En effet, à ce jour, notre Institution ne réalise des bénéfices d'exploitation que grâce à la subvention que CIE et SODECI lui octroient chaque année depuis sa création. Cette situation montre bien que son autonomie financière n'est pas encore atteinte.

Malgré cette situation financière qui doit nécessairement être améliorée, le quatrième exercice qui vient de s'achever nous a encore démontré la justesse des idées du Président Marcel ZADI KESSY qui a créé cette Institution. En effet, les résultats obtenus en 2013 montrent bien que notre Mutuelle contribue de façon significative au bien être des membres que nous sommes et à la paix sociale dans nos entreprises, ses partenaires naturels.

L'épargne mobilisée s'est accrue. Les prêts consentis aux sociétaires ont augmenté. Certains crédits accordés, soit pour l'éducation des enfants soit pour la construction d'une maison ont procuré un peu plus de joie et de bonheur aux familles.

D'autres crédits octroyés pour créer une plantation, acheter un véhicule de transport ou faire un petit commerce ont contribué à accroître les revenus de certains d'entre nous qui ont su entreprendre après avoir fait l'effort d'épargner.

Chers Mutualistes, malgré ces succès qui montrent l'utilité d'une institution de microfinance dans les sociétés comme les nôtres ; des défis importants doivent être relevés pour assurer la pérennité de ce formidable outil de politique sociale mis à notre disposition par le Président ZADI.

Tout d'abord nous devrons réaliser des progrès dans le domaine de la gouvernance en travaillant au respect de la réglementation et en assurant le bon fonctionnement de nos organes.

Ensuite, nous devrons respecter tous les ratios prudentiels définis par la BCEAO. Là aussi, nous avons des faiblesses notamment en ce qui concerne le ratio de capitalisation. Il nous faut recapitaliser conformément à la directive de la BCEAO.

Enfin, nous devrons réussir à concilier l'esprit de solidarité et la viabilité économique de notre Institution en définissant une nouvelle politique d'épargne et de crédit.

A ce sujet, nous ambitionnons d'offrir à nos membres une gamme plus variée de produits afin de les aider à préparer sereinement leurs projets de vie.

Toutes les réflexions sur ces sujets ont été menées par le comité scientifique que nous avons mis en place et qui a travaillé de façon efficace pour nous proposer des solutions. Je saisiss l'occasion de ce message pour féliciter les membres pour le travail abattu en collaboration avec les experts qui les ont accompagnés.

Comme vous le savez, chers Mutualistes, toutes les propositions que nous comptons vous soumettre lors de notre prochaine Assemblée générale et les jours suivants n'auront de sens que si nous avons tous la ferme volonté de les faire aboutir pour réussir ensemble. Cela passe par des efforts soutenus en matière d'épargne, pour donner à notre Institution les moyens de sa nouvelle politique. Je voudrais donc inviter tous nos membres à se mobiliser afin de bénéficier des opportunités que MA2E s'apprête à leur offrir.

Bonne et heureuse année 2014.

GENERALITES

Présentation synoptique de MA2E

1	Dénomination de la structure	Mutuelle des Agents de l'Eau et de l'Electricité
2	Forme juridique	Mutuelle d'épargne et de crédit
3	Pays d'exercice	Côte d'Ivoire
4	Localité	District d'Abidjan
5	Dirigeant à contacter : Président du Conseil D'Administration	Nom : Dominique KAKOU Adresse : 12 BP 1210 Abidjan 12 Contact : 21 23 35 72 / 06 41 81 81
	Gérant	Nom : KAUNAN Alexis Koffi Adresse : 12 BP 1210 Abidjan 12 Contact : 21 23 35 22 / 07 45 67 63 / 05 63 70 22
6	Nombre de caisse	1
7	Adhérents/Membres	5709
8	Assistance technique	CAGECFI/PLURIEX
9	Appui financier	FCP CIE et SODECI
10	N° d'Agrement	Arrêté N° 827/MEF/DGTCP/DM du 26/08/2009 N° 1-1.1.9/09-03
11	Partenaires	(Banques où sont domiciliés vos comptes) BACI et ECOBANK
12	Logiciel	PERFECT
13	E-mail	mutagent@cie.ci
14	Adresse	18 BP 1210 Abidjan 18 - Tel : 21 23 64 87
15	Volume de dépôt en cours	366 millions
16	Encours de crédits	1,264 milliards

I- INTRODUCTION

Le présent rapport est rédigé conformément à l'article 50 de la loi portant réglementation des SFD et de l'instruction N° 018-12-2010de la BCEAO qui font obligation à la MA2E de produire un rapport annuel et des états financiers selon une forme préétablie.

II- CONTEXTE

Le contexte de l'exercice 2013 a été globalement favorable. Sur le plan organisationnel, nous avons disposé du personnel et des moyens attendus. Le climat général d'affaire a été favorable puisqu'aucun élément extérieur n'a perturbé notre activité.

Deux actions notables ont marqué 2013 : La mission de recherche de partenaire pour l'opération immobilière et le démarrage effectif de l'élaboration du plan d'affaire de l'institution.

III- MISSION

MA2E a notamment pour objet :

- De collecter l'épargne de ses adhérents et de leur consentir du Crédit ;
- De favoriser la solidarité et la coopération entre les Partenaires ;
- De promouvoir l'éducation économique, sociale et coopérative de ses Partenaires ;

IV- CIBLE

La MA2E est un outil d'approfondissement de la politique sociale des sociétés du groupe FINAGESTION en Côte d'Ivoire. Elle s'adresse uniquement aux travailleurs de ces sociétés.

V- STATUT JURIDIQUE

La MA2E est une mutuelle d'épargne et de crédit régie par la loi réglementant les systèmes financiers décentralisés (SDF) notamment l'ordonnance N° 2011- 367 du 03 novembre 2011. De même, la MA2E a été agréée par Arrêté No 827 du 26 août 2009 sous le Numéro 1-1.1.9/09-03.

VI- ORGANISATION

Quatre organes et la gérance régissent le fonctionnement de la MA2E :

1. L'Assemblée Générale(AG) composée par l'ensemble des sociétaires ;
2. Le Conseil d'Administration (CA) composé de 13 membres élus est chargé d'Administrer et de gérer la MA2E ;
3. Le Comité de Crédit composé de 11 membres élus est chargé d'analyser et statuer sur les dossiers de crédits.
4. Le Conseil de Surveillance (CS) composé de 07 membres élus est chargé de contrôler la régularité de la gestion administrative, le Comité de Crédit, et le gérant conformément aux textes en vigueur ;
5. La gérance assure la gestion technique et administrative de la MA2E sous le contrôle du CA. Elle contrôle l'ensemble des activités de la caisse et veille à l'exécution des décisions des différents organes.

VII- PERSONNEL

L'effectif actuel est composé d'agents CIE, SODECI et de CDD en instance d'embauche. L'objectif en 2013 est de transférer tout le personnel à MA2E conformément aux recommandations du commissaire aux comptes et pour respecter l'autonomie de fonctionnement de la mutuelle.

Il était prévu en 2013 le transfert du personnel à MA2E et l'embauche des CDD. Ces dispositions n'ont pas été mises en œuvre dans l'attente des conclusions de l'étude qui devrait proposer une nouvelle organisation.

VIII- LES PRODUITS

La MA2E, dans son fonctionnement, dispose de 3 produits essentiels à savoir :

VIII.1- Les produits d'épargne

L'épargne simple. C'est la possibilité donnée aux membres de constituer des épargnes dont ils peuvent bénéficier à tout moment sur simple demande. L'épargne simple n'est pas rémunérée.

VIII. 2- Les produits de crédit

L'épargne Emprunt (PEE). L'adhérent épargne pendant quatre mois minimum le montant de son choix. Au bout de la période, il peut solliciter un prêt égal à 3,5 fois le montant épargné au taux de 9% dégressif sur une période de remboursement de 24 mois maximum. Le montant de l'épargne est remboursé au moment de la mise en place du prêt.

VIII. 3- Le prêt exceptionnel (PEX)

D'un montant maximum d'un million, le prêt exceptionnel est donné à la demande des adhérents qui sont tenus d'expliquer le caractère exceptionnel du problème qui motive la demande. Le prêt est accordé au taux de 12% dégressif sur une durée de 12 mois maximum.

IX- ACTIVITES MENEES

IX-1- La consolidation de la mutuelle

IX-1-1- Diagnostic de la structure

Le diagnostique du fonctionnement de l'institution en 2012 a révélé des dysfonctionnements qui devraient être corrigés en 2013 :

- Les comités n'ont pas fonctionné à l'exception du comité de crédit.
- Les états financiers n'étaient pas faits régulièrement conformément aux normes du nouveau référentiel comptable,

-Les clients se détournent de l'institution pour les banques sous prétexte que le crédit est cher et que les conditions d'accès à ce crédit sont trop contraignantes, Ce constat expliquerait pourquoi l'emprunt de deux milliards auprès des FCP n'est utilisé qu'à moitié. Le CA a décidé de commettre une étude d'experts pour proposer les solutions à ce problème.

Concernant l'activité des organes, au cours de l'année 2013, il y a eu une réunion du CA, une réunion de l'Assemblée générale, une réunion du conseil de surveillance et 38 réunions du comité de crédits. Seul le comité de déontologie n'a pu se réunir compte tenu de sa composition actuelle.

Dans le cadre de l'étude en cours, plusieurs travaux de révision et de mise à jour des textes ont été effectués :

- La révision des statuts et du règlement intérieur pour les rendre conformes à la réglementation
- La rédaction du code de déontologie qui n'existe pas
- La rédaction du manuel de procédure dont le projet initial n'avait pas été finalisé,
- La rédaction d'une nouvelle politique d'épargne et de crédit pour soutenir la nouvelle vision de MA2E

Concernant les états financiers, ils ont été produits et certifiés en mars 2013 ; ce qui a permis la tenue du CA du 26 juin et de l'AGO du 27 juin.

Concernant la nouvelle vision de la Mutuelle, le comité scientifique mis en place par le PCA a proposé ses conclusions à la réunion du CA du 26 juin 2013. Quelques amendements ont été demandés. Le projet final sera soumis au CA et à l'AGO de 2014.

IX.1.2 - Relations avec les membres, l'interprofessionnelle et la tutelle

Par rapport aux membres, l'évolution en nombre n'a pas atteint les objectifs initiaux. Cependant nous avons observé une reprise de l'activité. Le taux de membres actifs a augmenté de 5%.

La demande d'une opération immobilière est restée une forte préoccupation. Les actions entamées en fin d'année 2012 se sont poursuivies par une nouvelle mission à LONDRES dans le mois de juin 2013. A ce jour, aucune solution n'a été trouvée en termes de capacité de financement de logement sous la forme de location vente. La CIE a pris le relais avec l'opération des logements sociaux et s'emploie à faciliter l'accès de ses agents à cette opération.

- Concernant l'interprofessionnelle, depuis 2010, MA2E est membre de l'APSFD-CI. Elle a régulièrement payé ses cotisations et n'a aucun retard dans ce domaine. A ce titre MA2E a participé à l'AGO de l'interprofessionnelle du 27 juillet 2013. Au cours de cette AGO, le gérant de MA2E a été désigné rapporteur chargé de rédiger le Procès verbal et membre de la commission ad hoc chargée de proposer la révision des textes de l'APSFD-CI
- Concernant la tutelle, l'environnement institutionnel n'a pas fondamentalement changé en 2013. Les relations que MA2E entretenait avec les partenaires sont restées bonnes. Aucun conflit n'est à signaler. Les dysfonctionnements identifiés par la Direction de la Microfinance dans son rapport d'inspection d'avril 2013 ont connu un début de correction.
- Concernant nos textes, la révision a été faite comme signalé plus haut,
- Au cours de l'année 2013, la Mutuelle a puachever toutes ces formalités administratives de sorte qu'elle est désormais déclarée aux impôts et à la CNPS.

- La mise en place d'une comptabilité autonome a été entièrement réalisée.

- La mise à jour du logiciel pour corriger les dysfonctionnements techniques est en cours et sera achevée en avril 2014.

Par ailleurs, la Direction de la Micro finance a écrit à MA2E pour lui demander de procéder à une recapitalisation en vue de respecter le ratio de capitalisation. Cette directive doit amener MA2E à augmenter son capital d'environ un milliard pour respecter le ratio de capitalisation. La proposition faite est d'autoriser l'entrée des FCP CIE et SODECI dans le capital de MA2E à hauteur de un milliard en transformant une partie du prêt des FCP en capital.

IX.1.3- Le renouvellement des instances dirigeantes et la révision des statuts et règlement intérieur

Les instances mises en place par l'AG constitutive de 2008 n'ont pas été renouvelées. On considère que ces membres ont débuté leurs activités en 2010, date de l'entrée en vigueur de l'agreement. Seulement, avec les nombreux départs, certains organes étaient devenus inopérants. En application de l'article 38 des statuts, une mise à niveau a été faite en attendant l'AG de validation des comptes de 2013 pour procéder au renouvellement en profondeur de ces organes.

IX.1.4 - Le contrôle interne et le fonctionnement des organes

L'audit interne du groupe a mené des missions d'accompagnement pour la révision de tous les textes de la MA2E (code de déontologie, manuel de procédure, statuts, règlement intérieurs, adaptation du plan des comptes au nouveau référentiel).

La Direction de la Microfinance a écrit à MA2E pour lui demander de désigner un contrôleur interne. Cette mission a été confiée à GS2E à travers sa structure audit interne. Une convention entre les deux structures a été rédigée et devra être signée.

IX.1.5- Le logiciel et le matériel informatique

Malgré les travaux effectués sur le logiciel, certains dysfonctionnements persistent. Cette situation nous a amenés à effectuer une mission à Lomé. La conclusion de cette mission est que la nouvelle version du logiciel qui doit être déployée en 2014 devra permettre de résoudre tous les problèmes observés. De plus, cette nouvelle version devra prendre en compte les propositions de l'équipe projet sur la définition de nouveaux produits d'épargne et de Crédit.

Par ailleurs, la Mutuelle a acquis le logiciel SAGE qui lui permet de faire la paie du personnel local.

IX.1.6- Le recrutement

Le recrutement prévu en 2013 n'a pas été fait. Les personnes concernées sont encore en CDD

- un responsable Administratif et financier
- deux gestionnaires de crédit pour porter le nombre à quatre (au lieu de trois) pour un effectif à gérer de six mille adhérents contre quatre mille à la création de MA2E
- un chauffeur-courrier en remplacement de celui qui a été mis à la disposition de CIE

Dans le cadre du plan d'affaire en cours, nous envisageons la création d'un poste de responsable d'exploitation qui aura pour fonction de suivre au quotidien la politique d'épargne et de crédit, de contrôler l'activité des gestionnaires et assurer leur encadrement et de préparer et soutenir les dossiers de crédit auprès du comité. L'organigramme cible est en annexe.

IX.1.7- La formation

Le cours de l'année 2013, la mutuelle a mené les actions de formations et a participé à plusieurs rencontres d'échanges

Activités

avec les autres institutions.

- Formation sur la gouvernance pour les membres du conseil d'Administration
- Formation sur les états financiers (DMF, APSFD-CI)
- Formation sur le logiciel PERFECT à Lomé.

IX.1.8- Risque majeur

Le risque majeur reste l'insuffisance des fonds propres. A ce jour, la remise en cause éventuelle de l'Emprunt de deux milliards des FCP CIE et SODECI mettra en danger l'existence de l'institution.

IX.1.9- Investissements

Au cours de l'année 2013, l'institution a acquis les deux véhicules mis à sa disposition par CIE.

IX.1.10- Le film institutionnel

Un film institutionnel est en cours de réalisation. Son objectif est de présenter la Mutuelle dans ses aspects suivants :

- Les objectifs et les moyens d'action
- Les réalisations
- Les perspectives à court et moyen termes

Il s'agit de montrer aux membres ce qu'est la mutuelle, pourquoi elle a été créée, quelles sont les réalisations et ce qu'elle envisage de faire pour eux.

IX.2- Les activités

IX.2.1- Formation du chiffre d'affaires

Tableau de synthèse de l'activité réalisée en 2013 par le comité de Crédit

	Libelle	Nombre 2012	Montant décaissé 2012	Nombre 2013	Montant décaissé 2013	Observations
Comités de crédits	Comités de crédits	30	1733 729 500	38	1864 758 270	Crédits + épargnes emprunt payés
	- dont PEE	1388	1202 081 500	1467	1271 392 850	Total des dossiers traités par le comité de crédit=1683 contre 1567 dossiers en 2012 Montant 1 376 761 850
	- dont PEX	179	88 953 000	216	105 369 000	
	- dont remboursement épargne emprunt		442 695 000		487 996 420	Total remboursement épargnes =727 157 920 en 2013 contre 618 018 000 en 2012
	Remboursement épargne simple		175 323 000		239 161 500	
Total Global Payé		1 909 052 500	1683	2 103 919 770		On note une augmentation du volume global de l'activité de 10,21% par rapport à 2012

Le comité de crédit a traité 1683dossiers pour une valeur de prêts accordés de 1 376 761 850 francs en 2013 soit une augmentation de l'activité de 7, 41% en volume et de 6,64% en valeur. En plus des prêts, les remboursements d'épargnes emprunt sont de 487 996 420 francs et les remboursements d'épargnes simples sont de 239 161 500 F. Au total 727 157 920 francs d'épargnes ont été remboursés.

Tableau de l'évolution des produits depuis 2010

	Produits financiers DAT	Produits financiers des prêts	Autres produits	Quoté part virée au résultat	Montant subvention	Total produits
Année 2010	68 426 103	85 549 368	243 000	2 354 214	141 275 589	297 848 274
Année 2011	61 360 217	85 317 330	459 000	5 750 936	130 872 895	283 760 378
Année 2012	61 999 512	101 475 751	2 065 272	13 177 172	110 824 967	289 542 674
Année 2013	61 507 920	109 412 646	8 668 311	15 645 453	143 678 182	338 912 512
Cumul	253 293 752	381 755 095	11 435 583	36 927 775	526 651 633	1 210 063 838
	20,95%	31,58%	0,95%	3,05%	43,46%	100%
	Total produits propres MA2E = 646 484 430 53,43%			Total des subventions = 563 579 408 46,57%		

Sur les quatre années (2010 à 2013) on constate une progression régulière du chiffre d'affaire hors subvention qui représente désormais plus de 53% du chiffre d'affaire global. Par ailleurs, on constate que le produit des prêts qui a franchi la barre des 100 millions depuis 2012 est en nette progression (7,83%)

IX.2.2- Le recouvrement

Le taux du portefeuille à risque s'est légèrement dégradé passant de 0,5% à 0,87%. A l'analyse, il s'agit, pour la plupart de personnes parties et pour lesquelles CIE tarde à liquider les dossiers. Cette situation qui est préjudiciable à la bonne tenue de nos comptes a fait l'objet de plusieurs relances au niveau de la DRH de CIE. Elle a été en partie régularisée en février 2014 (voir annexe)

En plus de cette situation, nous avons observé des comportements délictueux de certains agents qui, sachant qu'ils sont en instance de licenciement ou se sachant en instance de départ, sont venus prendre des prêts qui ne peuvent plus être recouvrés.

Ce dernier constat doit faire l'objet d'une attention particulière dans le cadre de la mise en place des nouveaux produits et dans la perspective de l'augmentation des montants des prêts tels que souhaités par les membres.

X- OBJECTIFS

Les objectifs de l'année 2013 ont été traduits dans le budget établi à cet effet. Les données quantitatives sont les suivantes :

X.1- Les adhésions et le taux de pénétration

ELEMENTS STATISTIQUES	SITUATION PREVISIONNELLE AU 31/12/2013				
	CIBLE	Adhérents	Actifs	% Adhésion	% Actif
CIE	3 940	3 822	3 631	97%	95%
SODECI	1 924	1 828	1 773	95%	96,99%
GS2E	46	46	46	100%	100%
SIVE	85	85	85	100%	100%
CIPREL	68	68	68	100%	100%
TOTAL	6 063	5 849	5 603	96,47%	95,79%
					92,41%

L'objectif fixé est d'atteindre 96% de taux d'adhésion et 92,41% de taux de membres actifs.

X.2- Formation, information, sensibilisation

Concernant les autres activités, les objectifs étaient de mener des missions de sensibilisation des adhérents et de formation des employés et des élus.

Le budget et l'état d'exécution sont présentés dans le chapitre résultats obtenus.

XI- RESULTATS OBTENUS 2013

XI.1- Les adhésions et le taux de pénétration

Sociétés	SITUATION AU 31/12/2012				SITUATION AU 30/09/2013			
	CIBLE	Adhérents	Actifs	% Adhésion	CIBLE	Adhérents	Actifs	% Adhésion
CIE	3581	3471	2408	96,93%	4029	3812	2783	94,51%
SODECI	1749	1535	1137	87,76%	1840	1720	1399	93,26%
GS2E	46	46	38	100,00%	44	44	34	100,00%
SIVE	85	74	56	87,06%	85	76	59	89,41%
CIPREL	68	53	25	77,94%	68	53	50	77,94%
SGA2E	0	0	0	0,00%	4	4	3	100,00%
TOTAL	5529	5179	3664	93,67%	6070	5709	4328	93,92%
								75,92%

Activités

Nous constatons que la cible prévue est atteinte (6063/6070). L'effectif d'adhérents estimé à 5849 n'a pas été atteint (5701) soit - 148 adhésions. Cependant, on remarque une légère augmentation du taux d'adhésion (93,92% contre 93,67%) et une forte augmentation du taux de membres actifs passant de 3 664 à 4328 adhérents soit +5% passant de 70,75% à 75,92%.

XI.2-Tableau de synthèse des objectifs et des réalisés au 31 décembre 2013 des principaux indicateurs

Libelle	Prévision 2013	Réalisation 2013	Taux
Dépôt à plus d'un an auprés des institutions financières	1 078 847 084	1 078 847 084	100,00%
VOLUME DE L'EPARGNE REMBOURSÉE	500 000 000	727 157 920	145,02%
SOCIÉTARIAT (Nombre total de membres)	6 070	5 709	93,92%
Nombre de membres hommes	4 470	4 334	96,96%
Nombre de membres femmes	1 600	1 375	85,94%
ENCOURS D'EPARGNES	500 000 000	366 861 839	73,37%
ENCOURS DE CRÉDITS	1 000 000 000	1 263 444 519	126,34%
TAUX DE REMBOURSEMENT	100%	100%	99,50%

Le taux d'adhésion prévu lors de la création est de 95% minimum. Si ce taux a été atteint ou dépassé à une certaine période, on remarque qu'il est en recul depuis 2012. Cette situation s'explique par le manque de tournées d'information et de sensibilisation. Cette situation devra être réparée avec la tournée de mise en place de la nouvelle politique d'épargne et de crédit.

1-Les dépôts

La MA2E a enregistré au 31 décembre 2013 un dépôt global de 801 millions de francs. Par ailleurs, le montant global des épargnes remboursées est de 727 millions dont 239 millions de remboursements d'épargnes simples et 488 millions de remboursements d'épargnes suite aux prêts. L'épargne collectée contribue faiblement à l'octroi des crédits.

2-Les crédits

Le volume de crédits octroyés en 2013 est de 1 376 761 850 pour 1683 dossiers traités. L'encours de crédits au 31 décembre 2013 s'élève à 1 263 444 519 y compris les crédits en souffrance et après retraitement des 30 millions d'écart sur le portefeuille observés depuis 2010.

3-Taux de remboursement

Le taux de recouvrement sur crédit attendu en 2013 est de 100%. Le taux réel atteint est de 99,50% en 2012 et 99,13% en 2013. Ce qui dégage un taux d'impayés de 0,87%. Ce résultat en légère dégradation s'explique par les nombreux versements non encore faits par CIE pour les agents partis ou décédés.

4-Le sociétariat

Au 31 décembre 2012, le nombre de membres était de 4 738. Au 31 décembre 2013, 5709 membres sont enregistrés soit un taux de progression de 20,50%.

XI.3- Le résultat d'exploitation

XI.3.1-Tableau de l'évolution des produits depuis 2011

	Produits financiers DAT	Produits financiers des prêts	Autres produits	Quote-part virée au résultat	Montant subvention	Total produits
Année 2011	61 360 217	85 317 330	459 000	5 750 936	130 872 895	283 760 378
Année 2012	61 999 512	101 475 751	2 065 272	13 177 172	110 824 967	289 542 674
Année 2013	61 507 920	109 412 646	8 668 311	15 645 453	143 678 182	338 912 512
Cumul	184 867 649	296 205 727	11 192 583	34 573 561	385 376 044	912 215 564
Taux	20,95%	31,58%	0,95%	3,05%	43,46%	100%
Total produits propres MA2E =	492 265 959					
	= 53,96%					
				Total des subventions =		
				419949605 = 46,04%		

Le détail de la subvention perçue en 2013 est le suivant :

Frais personnel payé par les Sociétés	70 650 019
Carburant (Carte top service)	2 070 000
Entretien véhicules (garage SIVE)	1 606 500
Frais médicaux (donnée DPS CIE)	2 372 197
Appel de fonds	66 154 000
Divers (contrat Xeros + cadeau annuel CIE) payé par CIE	825 466
Total	143 678 182

Tableau de synthèse de la formation des résultats depuis 2010

	Charges financières	Services extérieurs	Frais de personnel	Autres services extérieurs	Variation de stock (fournitures bureau)	Charges diverses d'exploitation	Dotations aux amortissements	Dotations aux provisions	Impôts et taxes	Charges exceptionnelles	Totaux
Année 2011	100 117 633	15 073 400	88 650 895	21 863 900	342 000	442 700	5 750 935	0	0	3 500 000	236 741 463
Année 2012	111 232 936	20 920 519	83 160 931	25 767 752	3 783 863	2 921 400	13 177 171	412 735	0	2 500 000	263 877 307
Année 2013	110 855 279	22 945 791	83 600 583	42 435 565	5 507 025	7 806 502	28 353 875	3 687 149	1 545 105	671 539	307 408 413
Totaux	322 205 848	58 939 710	255 412 409	90 067 217	10 632 888	11 170 602	47 281 981	4 099 884	1 545 105	671 539	808 027 183

1. Services extérieurs : Ce poste a augmenté de 7 272 000 correspondants à la moitié du loyer SIDAM (En 2012 nous avons payé 6 mois de loyer)

2. Autres services extérieurs : Ce poste a augmenté des éléments suivants :

Honoraires des experts chargés du plan d'affaire

13 313 000

Excédent honoraires CAC 2012 3 310 000

Augmentation des honoraires du CAC/2011 3 310 000

Total des charges nouvelles 19 933 000
(42 435 565 – 19 933 000 = 22 502 565)

3. Variation de stock (fournitures de bureau)
Ce poste a augmenté des achats de fournitures pour l'assemblée générale de 2013.

XI.3.2- Tableau de synthèse de la formation des résultats depuis 2011

Libelle	Charges			Libelle	Produits		
	2011	2012	2013		2011	2012	2013
Charges financières	100 117 633	101 889 341	101 388 889	Produits de placement DAT	61 360 217	61 999 512	61 507 920
Intérêts bancaires	0	9 343 595	9 466 390	Produits financiers sur prêts	85 317 330	101 475 751	109 412 646
Services extérieurs	15 073 400	20 920 519	22 945 791	Produits divers	459 000	2 065 272	7 476 968
Frais de personnel	88 650 895	83 160 931	83 600 583	Quote-part virée au résultat	5 750 936	13 177 172	15 645 453
Autres services extérieurs	21 863 900	25 767 752	42 435 565	Subvention	130 872 895	110 824 967	143 678 182
Variation de stock	1 342 000	3 783 863	5 507 025	Produits exceptionnel			1 191 343
Charges diverses d'exploitation	442 700	2 921 400	7 806 502				
Dotations aux amortissements	5 750 935	13 177 171	28 353 875				
Dotations aux provisions		412 735	3 687 149				
Impôts et taxes				1 545 105			
Charges exceptionnelles	3 500 000	2 500 000	671 539				
Sous totaux charges	236 741 463	263 877 307	307 408 413	Sous totaux produits	283 760 378	289 542 674	338 912 512
Résultat	47 018 915	25 665 367	31 504 099				
Totaux	283 760 378	289 542 674	338 912 512	Totaux généraux	283 760 378	289 542 674	338 912 512

Le résultat 2013 prend en compte une provision de 10,223 millions cfa relative à la provision des charges à répartir sur plusieurs exercices d'un montant total 31 millions non provisionnés en 2012. Il s'agit d'un écart sur le portefeuille dû au changement de logiciel (passage de GESCOOP à PERFECT)

Activités

XI.3.3- Tableau de synthèse de la formation des résultats depuis 2011

	Charges	Produits hors subvention	Résultat hors subvention	Montant subvention	Résultat avec subvention
Année 2011	236 741 463	147 136 547	-89 604 916	136 623 831	47 018 915
Année 2012	263 889 307	165 540 535	-98 348 772	124 002 139	25 653 367
Année 2013	306 123 875	179 588 877	-126 534 998	158 038 796	31 503 798
Cumul	806 754 645	492 265 959	-314 488 686	418 664 766	104 176 080

*Ici la subvention s'entend le compte de produit « subvention »+ la quote-part des amortissements virée au résultat.

Ce tableau indique clairement que l'activité de MA2E est déficitaire (- 314 millions sur 3 ans) en dehors de la subvention. Ce déficit est plus de 410 millions si on ajoute les éléments de 2010.

Ce déficit s'explique principalement par deux raisons :

- le taux d'intérêt pratiqué est inférieur au taux facial affiché
- l'activité n'est pas suffisante au regard des coûts incompressibles.

XI.3.4- Formation du résultat 2013 par rapport au budget 2013

Synthèse des charges				
Libelle	Prévision	Réalisé à fin décembre	Taux de réalisation/ Budget initial	Écart
Charges de fonctionnement	177 624 000	163 840 571	92,24%	-13 783 429
Charges financières	111 650 000	111 302 708	99,69%	-347 292
Charges d'amortissement	18 220 755	21 817 691	119,74%	3 596 936
Provision pour charges à répartir sur plusieurs exercices	0	10 223 333	0,00%	10 223 333
Charges exceptionnelles	0	224 110	0,00%	224 110
	307 494 755	307 408 413	99,97%	-86 342

Synthèse des produits				
	Prévision	Réalisé à fin décembre	Taux de réalisation/ Budget initial	Écart
Produits des DAT	-64 000 000	-61 507 920	96,11%	-2 492 080
Produits des prêts	-140 247 000	-109 412 646	78,01%	-30 834 354
Adhésions et produits divers	-32 155 000	-7 476 968	23,25%	-24 678 032
Quote-part virée au résultat	-17 020 755	-15 645 453	91,92%	-1 375 302
Produits exceptionnels	0	-1 191 343	0,00%	1 191 343
Subvention	-100 000 000	-143 678 182	143,68%	43 678 182
	-353 422 755	-338 912 512	95,89%	-14 510 243

Synthèse des Résultats				
Résultat avec subvention (excedent)	-45 928 000	-31 504 099	68,59%	14 423 901
Résultat hors subvention (déficit)	54 072 000	110 889 545	205,08%	56 817 545

La remarque importante est que les charges ont été exécutées à 100% alors que les produits n'ont pu être exécutés qu'à hauteur de 95,89%. Dans le détail, de nouvelles charges ont été exécutées alors que des charges prévues n'ont pas été réalisées. De même, des produits prévus n'ont pas été réalisés (augmentation des produits de prêts) alors que la subvention a été exécutée à hauteur de 143 millions (voir document note explicative). Les charges d'amortissements ont augmenté pour prendre en compte une provision de 10,223 millions pour les charges à répartir sur plusieurs années et la dotation aux amortissements des deux véhicules acquis en 2013.

XII-DIFFICULTES MAJEURES DE L'EXERCICE 2013

L'année 2013 s'est déroulée de façon satisfaisante malgré quelques difficultés liées notamment au fonctionnement des organes. Il résulte de cette situation que ces organes (Conseil de surveillance, Comité de déontologie) ne produisent pas les rapports exigés par nos textes.

XIII-PERSPECTIVES 2014

XIII.1- Objectifs quantitatifs

Sociétés	SITUATION AU 31/12/2013					PREVISIONS 2014				
	CIBLE	Adhérents	Actifs	% Adhésion	% Actif	CIBLE	Adhérents	Actifs	% Adhésion	% Actif
CIE	4029	3808	2783	94,51%	73,08%	4430	4300	4100	97,07%	95,35%
SODECI	1840	1716	1399	93,26%	81,53%	2024	1950	1850	96,34%	94,87%
GS2E	44	44	34	100,00%	77,27%	45	44	44	97,78%	100%
SIVE	85	76	59	89,41%	77,63%	85	85	85	100,00%	100%
CIPREL	68	53	50	77,94%	94,34%	68	68	68	100,00%	100%
SGA2E	4	4	3	100,00%	75,00%	4	4	4	100,00%	100%
TOTAL	6070	5701	4328	93,92%	75,92%	6656	6451	6151	96,92%	95,35%

Notre objectif est de faire en sorte que 97% des travailleurs adhèrent à l'institution et que parmi eux 95% soient effectivement actifs. Le fait d'avoir une épargne systématique qui aura un caractère « obligatoire » contribuera à atteindre ces objectifs en plus des actions qui seront menées sur le terrain.

L'impact de cette adhésion et de cette activité sera d'augmenter le volume d'épargnes et de prêts. En effet, si nous devrions augmenter le volume de prêts, cela suppose que nous disposons de plus de ressources. La meilleure source possible pour avoir des fonds disponibles sur une longue période et à moindre coût reste l'épargne des membres. Nous allons accentuer notre action vers le personnel d'encadrement pour l'amener à augmenter son épargne. Une campagne générale de sensibilisation débutera avec la rentrée solennelle qui sera organisée.

Activités

XIII.2- PLAN D'ACTION 2014

Libelle	Actions	Observations
Arrêté comptable	Production des états financiers périodique	Il s'agit d'être à jour dans la production des états financiers. Cet objectif atteint en 2013 devra être maintenu
	Suivi des ratios prudentiels	
Réalisation du chiffre d'affaires	Recomposer les groupes de gestion en introduisant une 4 ^{ème} gestionnaire	
		Chaque gestionnaire sera jugée sur les points suivants :
	Fixer des objectifs à chaque gestionnaire sur la base d'un taux de croissance du chiffre d'affaire de 20%	1- le taux d'adhésion 2- le taux d'impayés 3-Le taux d'accroissement du chiffre d'affaire fixé à 20% au moins. 4-le taux de réclamations clients
	Produire des relevés de compte aux adhérents	Mettre à jour le logiciel
	Réunion de service	Tenir trois réunions de services au moins par mois
Gouvernance de MA2E	Audit interne	Organiser et suivre la mise en œuvre du programme d'audit communiqué à Direction de la Microfinance
	Audit externe	Faire certifier les comptes par le commissaire aux comptes
	Rapports d'activité des organes	Organiser le fonctionnement optimum des comités
	Réunion du CA et AG	Organiser deux CA et une AG
Formation	Formation du personnel	Organiser des formations pour les agents (Gestionnaires et comptables)
	Formation du gérant	Participer à la formation BOULDER 2014
	Formation des membres des organes	Organiser des formations pour les élus
	Recrutement	Recruter deux gestionnaires de crédit un chauffeur et un responsable d'exploitation
Gestion Administrative	Instauration d'une Indemnité d'utilisation de véhicule personnel (Gestionnaires+ comptable + ADM)	Juillet 2014 après l'AG
	Mise à jour de toutes les procédures en vigueur et rédaction de procédures inexistantes.	Validation par AG de 2014 fin 2014
Qualité	Mise en place d'un tableau de bord	Validation par AG de 2014 fin 2014
	Définition d'indicateurs de performance	Validation par AG de 2014 fin 2014
	Mise à jour des procédures de gestion des crédits et des épargnes	Validation par AG de 2014 fin 2014
	Mise à jour des procédures comptables	Validation par AG de 2014 fin 2014
	Opération immobilière	Rechercher un nouveau partenaire
Image de marque	Rentrée solennelle MA2E pour célébrer les meilleurs adhérents (épargnes et crédits)	Juin 2014 après l'AG
	Mise en place de la boutique MA2E	Juin 2014 après l'AG
Missions	Tournée de sensibilisation et d'information	Juin 2014 après l'AG
	Visites à la clientèle par les gestionnaires	mars-14

Le programme de formation va s'articuler autour des thèmes suivants :

- La gouvernance des IMF s'adressera aux membres des organes (CA, CS, CC)
- Le nouveau référentiel comptable (concerne le personnel)
- Un séminaire de formation (personnel et élus) pour préparer la mise en œuvre des résolutions de l'étude en cours.
- La participation du gérant au forum de BOULDER à Turin du 13 juillet au 03 août 2014 ;

Toutes ces formations intégreront les nouveaux membres qui seront élus à la prochaine AG.

XIII.3- BUDGET 2014

Le budget qui découle du plan d'action se présente comme suit :

Libelle	Réalisé 2013	Budget 2014	Taux
Produits sur opérations avec les institutions financières	61 507 920	100 000 000	162,58%
Produits sur opérations avec les membres, bénéficiaires ou clients	110 144 646	189 589 405	172,13%
S/T produits sur opérations	171 652 566	289 589 405	168,71%
Charges sur opérations avec les institutions financières	(110 731 304)	-100 000 000	90,31%
Charges sur opérations avec les membres, bénéficiaires ou clients		-11 000 000	0,00%
S/T charges sur opérations	(110 731 304)	-111 000 000	100,24%
Marges d'intérêts sur opérations	60 921 262	178 589 405	293,15%
Produits sur opérations sur titres et opérations diverses	6 514 968	7 000 000	107,44%
Charges sur opérations sur titres et opérations diverses	(123 975)	0	0,00%
Autres produits financiers nets	6 390 993	7 000 000	109,53%
Produits financiers nets	67 312 255	185 589 405	275,71%
Produits divers d'exploitation	321 343	1 000 000	311,19%
Subventions d'exploitation	143 678 182	100 000 000	69,60%
Produits exceptionnels	16 745 453	17 020 755	101,64%
Produits généraux d'exploitation	228 057 233	303 610 160	133,13%
Achats de marchandises	(5 507 025)	-5 000 000	90,79%
Variations de stocks		-7 600 000	0,00%
Achats et variations de stocks	(5 507 025)	-12 600 000	228,80%
Salaires et traitements	(79 375 436)	-73 900 000	93,10%
Charges sociales	(625 147)	-7 500 000	1199,72%
Rémunerations versées aux stagiaires	(3 600 000)	-1 000 000	27,78%
Frais de personnel	(83 600 583)	-82 400 000	98,56%
Impôts et taxes	(1 545 105)	-500 000	32,36%
Loyers	(14 544 000)	-14 544 000	100,00%
Charges locatives de copropriété		-600 000	0,00%

Activités

Entretien et réparation	(4 322 747)	-6 400 000	148,05%
Primes d'assurances	(534 044)	-650 000	121,71%
Frais de formation du personnel	(3 545 000)	-6 700 000	189,00%
DIVers		-600 000	0,00%
Services extérieurs	(22 945 791)	-29 494 000	128,54%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	(22 456 000)	-8 100 000	36,07%
Publicité, publications et relations publiques	(4 484 741)	-13 580 000	302,80%
Transport	(389 500)	-1 500 000	385,11%
Déplacements, missions et réceptions	(7 119 736)	-9 615 000	135,05%
Achats non stockés et fournitures	(2 596 000)	-1 000 000	38,52%
Divers (frais médicaux)	(2 606 987)	-6 000 000	230,15%
Frais postaux et frais de télécommunications	(2 782 601)	-2 620 000	94,16%
Autres services extérieurs	(42 435 565)	-42 415 000	99,95%
Frais de tenue d'assemblée	(5 097 743)	-8 000 000	156,93%
Autres charges diverses d'exploitation non financières	(2 708 759)	-2 780 000	102,63%
Charges diverses d'exploitation	(7 806 502)	(10 780 000)	138,09%
Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	(73 187 858)	(82 689 000)	112,98%
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	(32 041 024)	-18 220 755	56,87%
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	0	0	0,00%
Charges exceptionnelles	(671 539)	0	0,00%
Charges générales d'exploitation	(196 553 134)	-196 409 755	99,93%
Charges exceptionnelles			0,00%
Excédent (déficit)	31 504 099	107 200 405	340,27%

Ce budget prend en compte les nécessités suivantes :

– La philosophie du nouveau plan d'affaire. Il s'agit de mettre en route de façon progressive mais prudente les nouvelles dispositions contenues dans ce plan d'affaire. Nous avons donc voulu être prudents dans la détermination du chiffre d'affaire malgré la très forte progression qui est affichée. Le plan d'affaire propose un chiffre d'affaire opérationnel de 371 millions en 2014. Ce chiffre ne peut pas être atteint parce que la mise en place des nouvelles dispositions prendra du temps. Le montant que nous avons jugé réalisable au 31 décembre 2014 est évalué à 289 millions.

– Nous avons anticipé un gel de l'évolution des charges malgré le volume d'activité que la mise en œuvre du nouveau plan d'affaire va engendrer. Notre objectif est de privilégier l'efficacité.

XIV-CONCLUSION

La Mutuelle des agents de l'Eau et de l'Électricité (MA2E) est une grande opportunité pour les travailleurs du groupe. Elle arrive à jouer son rôle grâce à l'emprunt contracté auprès des FCP de CIE et SODECI et à la subvention que lui accordent les sociétés membres. Elle est à un stade crucial de son développement puisqu'elle doit envisager des réformes majeures ;

- Comment utiliser au mieux l'emprunt auprès des FCP de CIE et de SODECI ? A ce jour, seulement la moitié de cet emprunt a été injectée dans le circuit des prêts alors que les besoins exprimés sont importants,
- Comment répondre à la directive de la BCEAO qui demande à MA2E de recapitaliser pour pouvoir respecter le ratio de capitalisation ?
- Comment assurer l'autonomie financière de l'institution qui dépend encore de la subvention de CIE et de SODECI pour assurer un résultat ?

Toutes ces questions importantes ont été abordées par l'étude du nouveau plan d'affaire qui sera soumis au CA et à l'AGO. Notre espoir est très grand de savoir que la mise en œuvre effective des nouveaux produits et de la nouvelle politique permettra à l'institution de prendre son envol véritable.

États Financiers ◇ Bilan

Poste	Actif	Montant brut	Amort./ Prov.	Déc 2013	Déc 2012	Poste	Passif	Déc 2013	Déc 2012
A01	OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	1 111 199 348		1 111 199 348	1 210 023 578	F01	OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	2 000 951 927	2 025 555 556
A10	Valeur en caisse	112 558		112 558	14 475				
A11	Billets et monnaies	112 558		112 558	14 475	F1A	Comptes ordinaires créditeurs		
A12	Comptes ordinaires débiteurs	25 291 868		25 291 868	125 008 302				
A2A	Autres comptes de dépôts débiteurs	1 078 847 084		1 078 847 084	1 078 847 084	F2A	Autres comptes de dépôts créditeurs		
A2H	Dépôts à terme constitués	1 078 847 084		1 078 847 084	1 078 847 084	F2B	Dépôts à terme reçus		
A2L	Dépôts de garantie constitués					F2C	Dépôts de garantie reçus		
A2J	Autres dépôts constitués					F2D	Autres dépôts reçus		
A3A	Comptes de prêts								
A3B	Prêts à moins d'un an					F3A	Comptes d'emprunts	2 000 000 000	2 000 000 000
A3C	Prêts à terme					F3E	Emprunts à moins d'un an		
A60	Créances rattachées	6 947 838		6 947 838	6 153 717	F5F	Emprunt à terme	2 000 000 000	2 000 000 000
A70	Prêts en souffrances								
	Prêts immobilisés					F50	Autres sommes dues aux institutions financières		
A71	Prêts en souffrance de 6 mois au plus					F55	Ressources affectées		
A72	Prêts en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus					F60	Dettes rattachées	951 927	25 555 556
A73	Prêts en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus								
B01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	1 263 444 519	4 099 884	1 259 344 635	1 165 262 244	G01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	366 861 839	300 724 420
B2D	Crédit à court terme	143 069 956		143 069 956	128 228 806	G10	Comptes ordinaires créditeurs (cav)	931 939	
B2N	Comptes ordinaires					G15	Dépôts à terme reçus		
B30	Crédit à moyen terme	1 113 447 313		1 113 447 313	1 036 414 335	G2A	Comptes d'épargne à régime spécial	365 929 900	300 724 420
B40	Crédit à long terme								
B65	Créances rattachées					G30	Autres dépôts de garantie reçus		
B70	Crédits en souffrance	6 927 250	4 099 884	2 827 366	619 103	G35	Autres dépôts reçus		
	Crédit immobilisé					G60	Emprunts		
B71	Crédits en souffrance de 6 mois au plus	5 152 547	1 648 284	3 504 263	619 103				
B72	Crédits en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	1 648 039	1 419 762	228 277		G70	Autres sommes dues		
B73	Crédits en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	126 664	1 031 838	-905 174		G90	Dettes rattachées		
C01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	207 643 968		207 643 968	167 911 367	H01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	530 438	22 144 554
C10	Titres de placement					H10	Versements restant à effectuer		
C30	Comptes de stocks					H40	Créditeurs divers	530 438	11 244 554
C31	Stocks de meuble					H6A	Comptes d'ordre et divers	10 900 000	
C32	Stocks de marchandises								
C33	Stocks de fournitures								
C34	Autres stocks et assimilés								
C40	Débiteurs divers	186 398 186		186 398 186	167 911 367				
C55	Créance rattachées					K01	VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATION FINANCIERES		
						K20	Titres de participation		
C56	Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat					L01	PROVISIONS, FONDS PROPRES ET ASSIMILÉS	270 623 224	254 909 130
C59	Valeurs à rejeter					L10	Subventions d'investissement	46 599 411	59 944 416
C6A	Compte d'ordre et divers	21 245 782		21 245 782		L20	Fonds affectés		
D01	VALEURS IMMOBILISEES	91 609 472	30 829 995	60 779 477	60 136 471	L27	Fonds de crédit		
D1A	Immobilisations financières					L30	Provisions pour risques et charges		
D10	Prêts et titres subordonnés					L31	Provisions pour charges de retraite		
D1E	Titres de participation					L32	Provisions pour risque d'exécution des engagements par signature		
D1L	Titres d'investissement					L33	Autres provisions pour risques et charges		
D1S	Dépôts et cautionnements					L35	Provisions réglementées		
D23	Immobilisations en cours					L36	Provisions pour risques afférents aux opérations de crédits à moyen et long term		
D24	Incorporelles					L37	Provisions spéciale de réévaluation		
Poste	Actif	Montant brut	Amort./ Prov.	Déc 2013	Déc 2012	Poste	Passif	Déc 2013	Déc 2012
D25	Corporelles					L41	Emprunt et titres émis subordonnés		
D30	Immobilisations d'exploitation	91 609 472	30 829 995	60 779 477	60 136 471	L43	Dettes rattachées aux emprunts et titres émis subordonnés		
D31	Incorporelles	19 362 000	11 042 725	8 319 275	8 339 108	L45	Fonds pour risques financiers généraux		
D36	Corporelles	72 247 472	19 787 270	52 460 202	51 797 363	L50	Primes liées au capital		
D40	Immobilisations hors exploitation					L55	Réserves	20 766 952	20 766 952
D41	Incorporelles					L56	Réserve générale	20 766 952	20 766 952
D45	Corporelles					L57	Réserves facultatives		
	Immobilisations acquises par réalisation de garantie					L58	Autres réserves		
D46	Incorporelles					L59	Ecart de réévaluation des immobilisations		
D47	Corporelles					L60	Capital	28 420 000	30 865 000
D50	Crédit bail et opérations assimilées					L61	Capital appelé	28 420 000	30 865 000
D51	Crédit-bail					L62	Capital non appelé		
D52	L.O.A.					L65	Fonds de dotation		
D53	Location-vente					L70	Report à nouveau (+ou-)	143 332 762	117 679 395
D60	Créances rattachées					L75	Excédent des produits sur les charges	31 504 099	25 653 367
D70	Créances en souffrance					L80	Résultat de l'exercice (+ou-)	31 504 099	25 653 367
D71	Créances en souffrance de 6 mois au plus					L81	Excédent ou déficit en instance d'approbation	31 504 099	25 653 367
D72	Créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus					L82	Excédent ou déficit de l'exercice		
D73	Créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus								
E01	ACTIONNAIRES, ASSOCIES OU MEMBRES								
	EXCEDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS								
E90	TOTAL DE L'ACTIF	2 673 897 307	34 929 879	2 638 967 428	2 603 333 660	L90	TOTAL DU PASSIF	2 638 967 428	2 603 333 660

États Financiers ♦ Compte d'exploitation

R3A	CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	9 084 124	9 343 595	V3A	PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	110 144 646	102 346 751
R3C	Intérêts sur comptes des membres, bénéficiaires ou clients	9 084 124	9 343 595	V3B	Intérêts sur crédits aux membres, bénéficiaires ou clients	109 412 646	101 475 751
R3D	Intérêts sur comptes ordinaires crééditeurs	216 883	1 232 709	V3G	Autres crédits à court terme	12 712 409	14 064 345
R3F	Intérêts sur dépôts à terme reçus	8 867 241	8 110 886				
R3G	Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial			V3M	Intérêts sur crédits à moyen terme	96 700 237	87 411 406
R3H	Intérêts sur dépôts de garantie reçus			V3N	Intérêts sur crédits à long terme		
R3J	Intérêts sur autres dépôts reçus						
R3N	Intérêts sur emprunts et autres sommes dues			V3R	Autres intérêts		
R3Q	Autres intérêts			V3T	Divers intérêts		
R3T	Commissions			V3X	Commissions	732 000	871 000
	MARGES D'INTERÊT BENEFICIAIRE	60 921 262	53 113 327		MARGES D'INTERÊT DEFICITAIRE		
	TOTAL CHARGES D'INTERETS	110 731 304	111 232 936		TOTAL PRODUITS D'INTERETS	171 652 566	164 346 263
R4B	CHARGES SUR OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	123 975		V4B	PRODUITS SUR OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	6 514 968	696 849
R4C	Charges et pertes sur titres de placement			V4C	Produits et profits sur titre de placement		
R4K	Charges sur opérations diverses	123 975		V4E	Produits sur opérations diverses	6 514 968	696 849
R4N	Commissions			V4F	Commissions		
R5B	CHARGES SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES			V5B	PRODUITS SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES		
				V5C	Produits sur prêts et titres subordonnés		
				V5D	Dividende et produits assimilés sur titre de participation		
				V5F	Produits et profit sur titres d'investissement		
R5E	CHARGES SUR CREDIT BAIL et OPERATIONS ASSIMILEES			V5G	PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL et OPERATIONS ASSIMILEES		
R5G	Charges sur opérations de crédit bail			V5H	produits sur opérations de crédit bail		
				V5J	Loyers		
				V5K	reprises de provisions		
				V5L	plus-values de cession		
				V5M	autres produits		
R5M	Charges sur opérations de location avec option d'achat			V5N	produits sur opérations de location avec option d'achat		
Poste	Charges	Déc 2013	Déc 2012	Poste	Produits	Déc 2013	Déc 2012
				V5P	loyers		
				V5Q	reprises de provisions		
				V5R	plus-values de cession		
				V5S	autres produits		
R5S	Charges sur opérations de location-vente			V5T	produits sur opérations de location vente		
				V5V	loyers		
				V5W	reprises de provisions		
				V5X	plus-values de cession		
				V5Y	autres produits		
R5Y	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés						
R6A	CHARGES SUR OPERATIONS DE CHANGE			V6A	PRODUITS SUR OPERATIONS DE CHANGES		
R6B	Perte sur opérations de change			V6B	Gains sur opérations de change		
R6C	Commissions			V6C	Commissions		
R6F	CHARGES SUR OPERATIONS HORS BILAN			V6F	PRODUITS SUR OPERATIONS HORS BILAN		
R6K	Charges sur engagements de financements reçus des institutions financières			V6K	Produits sur engagements de financements donnés aux institutions financières		
R6M	Charges sur engagements de garantie reçus des institutions financières			V6L	produits sur engagements de garantie donnés institutions financières		
R6L	Charges sur engagements de financements reçus des membres, clients ou bénéficiaires			V6N	produits sur engagements de financements donnés aux membres, clients ou bénéfici		
R6P	Charges sur engagements de garantie reçus des membres, bénéficiaires ou clients			V6P	produits sur engagements de garantie donnés aux membres, bénéficiaires ou clien		
R6S	Charges sur engagements sur titres			V6Q	produits sur engagements sur titres		
R6T	Charges sur autres engagements reçus			V6R	produits sur autres engagements donnés		
				V6S	Produit sur les opérations effectuées pour le compte de tiers		
R6V	CHARGES SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS			V6U	PRODUITS SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS		
R6W	Charges sur les moyens de paiement			V6V	produits sur les moyens de paiement		
R6X	Autres charges sur prestations de services financiers			V6W	Autres produits sur prestations de services financiers		
R7A	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION FINANCIERE	447 429		V7A	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION FINANCIERE	230 000	
R7B	Moins-values sur cession d'éléments d'actif	447 429		V7B	Plus-values sur cession d'éléments d'actif		
R7C	Transferts de produits d'exploitation financière			V7C	Transferts de charges d'exploitation financière		
R7D	Diverses charges d'exploitation financière			V7D	Divers produits d'exploitation financière	230 000	
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	6 173 564	696 849		AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES		
	AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	571 404			AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	6 744 968	696 849
	MARGE D'INTERET BENEFICIAIRE	60 921 262	53 113 327		MARGE D'INTERET DEFICITAIRE		
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	6 173 564	696 849		AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES		
	PRODUIT FINANCIER NET	67 094 826	53 810 176		CHARGE FINANCIERE NETTE		
	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	5 507 025	3 783 863		VENTE		
R8G	Achats de marchandises	5 507 025	3 783 863	V8B	MARGE COMMERCIALE		
R8J	Stocks vendus			V8C	VENTES DE MARCHANDISES		
R8L	Variations positives de stocks de marchandises			V8D	VARIATIONS NEGATIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES		
	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	190 374 570	146 372 508		PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	143 769 525	111 322 390
S02	FRAIS DE PERSONNEL	83 600 583	83 160 931				
S03	Salaires et traitements	79 375 436	74 120 405	W4A	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION		497 423
S04	Charges sociales	625 147	7 040 526	W4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires		
S05	Rémunérations versées aux stagiaires	3 600 000	2 000 000	W4D	Indemnités de fonction et rémunération d'administrateurs, gérants reçues		
S1A	IMPÔTS ET TAXES	1 545 105	12 000	W4G	Plus-values de cession		
				W4H	Sur immobilisations incorporelles et corporelles		
				W4J	Sur immobilisations financières		
				W4K	Revenus des immeubles hors exploitation		
				W4L	Transferts de charges d'exploitation non financière		
				W4M	Charges refacturées		
				W4N	Charges à « partir sur plusieurs exercices		
				W4P	Autres transferts de charges		
				W4Q	Autres produits divers d'exploitation		497 423

États Financiers ♦ Compte d'exploitation

S2A	AUTRES CHARGES EXTERNES ET CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION	73 187 858	49 609 671	W50	PRODUCTION IMMOBILISEE		
S2B	Services extérieurs	22 945 791	20 920 519	W51	Immobilisations corporelles		
S2C	Redevances de crédit-bail			W52	Immobilisations incorporelles		
S2D	Loyers	14 544 000	7 272 000				
S2F	Charges locatives et de co-propriété	180 000	945 880	W53	SBVENTIONS D'EXPLOITATION	143 678 182	110 824 967
S2H	Entretien et réparations	4 142 747	12 542 639				
S2J	Primes d'assurance	534 044		X50	REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX		
S2K	Etudes et recherches						
S2M	Frais de formation du personnel	3 545 000	160 000	X51	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	91 343	
S2L	Divers			X54	Reprises d'amortissements des immobilisations	91 343	
S3A	Autres services extérieurs	42 435 565	25 767 752	X6B	REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES		
S3B	Personnel extérieurs à l'institution			X6C	Reprises de provisions sur créances en souffrance		
S3C	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	22 456 000	9 045 000	X6D	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus		
S3E	Publicité, publications et relations publiques	4 484 741	9 115 300	X6E	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus		
S3G	Transports de biens			X6F	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus		
S3J	Transports collectifs du personnel	389 500		X6G	Reprise de provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif		
S3L	Déplacements, missions et réceptions	7 119 736	2 601 310	X6H	Reprises de provisions pour risques et charges		
S3M	Achats non stockés de matières et fournitures	2 596 000	2 177 450	X6J	Récupération sur créances amorties		
S3N	Frais postaux et frais de télécommunication	2 782 601	2 828 692	X6I	Reprises de provisions réglementées		
S3P	Divers	2 606 987		X80	PRODUITS EXCEPTIONNELS	16 745 453	13 177 172
S4A	Charges diverses d'exploitation	7 806 502	2 921 400				
S4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs simili			X81	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS		
S4D	Indemnités de fonction versées						
S4I	Frais de tenue d'assemblée	5 097 743	502 500				
S4K	Moins-value de cession sur immobilisations						
S4L	Sur immobilisations corporelles et incorporelles						
S4M	Sur immobilisations financières						
S4P	Transferts de produits d'exploitation non financière						
S4Q	Produits rétrocédés						
S4R	Autres transferts de produits						
S4S	Autres charges diverses d'exploitation non financière	2 708 759	2 418 900				
T50	DOTATIONS AU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX						
T51	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	28 353 875	13 177 171				
T53	Dotations aux amortissements de charges à répartir	10 223 333					
T54	Dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation	18 130 542	13 177 171				
T55	Dotations aux amortissements des immobilisations hors exploitation						
T56	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations en cours						
T57	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations d'exploitation						
T58	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations hors exploitation						
T6B	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRECOURVABLES	3 687 149	412 735				
T6C	Dotations aux provisions sur créances en souffrance	3 687 149	412 735				
T6D	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	348 780	51 467				
T6E	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	3 338 369	361 268				
T6F	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus						
T6G	Dotations aux provisions pour dépréciation d'autres éléments d'actif						
T6H	Dotations aux provisions pour risques et charges						
T6J	Dotations aux provisions réglementées						
T6K	Pertes sur créances irrécouvrables couvertes des provisions						
T6L	Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions						
T80	CHARGES EXCEPTIONNELLE	224 110	2 500 000				
T81	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS						
T82	IMPOTS SUR LES EXCEDENTS						
L80	EXCEDENT	31 504 099	25 653 367	L80	DEFICIT		
T84	TOTAL CHARGES	338 912 512	289 542 674	X84	TOTAL PRODUITS	338 912 512	289 542 674

Rapport du Commissariat aux comptes

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 sur :

- le contrôle des états financiers annuels de la MA2E tels qu'ils sont annexés au présent rapport;
- les vérifications et les informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels (bilan, comptes de résultat et états annexés) ont été élaborés sous la responsabilité de la Direction Générale. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur les états financiers.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons audité les états financiers de la Mutuelle des Agents de l'Eau et de l'Electricité arrêtés à la date du 31 décembre 2013 dont les caractéristiques sont les suivantes:

Total du bilan : F CFA 2 638 967 428;

Total chiffre d'affaires hors taxes : F CFA 338 912 512 ;

Résultat net : F CFA 31 504 099 ;

Total comptes de charges : F CFA 307 408 413.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes.

Il consiste également à préciser les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

A l'issue de nos contrôles et vérifications, nous sommes d'avis que les comptes annuels de la MAZE sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de sa situation financière et de son patrimoine à la fin de l'exercice 2013.

II. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Fait à Abidjan, le 27 mars 2014
Le commissaire aux comptes,

Bernard Dansou GOVOE Etudis Conseils Afrique
Expert comptable DPLG
Abidjan
08 BP 1302 Abidjan 08 - CI
Commissaire aux comptes

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Conformément aux dispositions des articles 311 à 314 de l'Acte Uniforme portant Droit des Sociétés Coopératives applicable dans les Etats parties au Traité de l'OHADA, relatives à la réglementation des conventions intervenues entre la société et ses dirigeants, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport spécial sur les opérations visées par lesdites dispositions.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Au titre de l'exercice 2013, nous n'avons pas été informés de conventions intervenues entre la MAZE et l'un des membres de son Conseil d'Administration ou son Directeur Général.

Fait à Abidjan, le 27 mars 2014
Le commissaire aux comptes,

Bernard Dansou GOVOE Etudis Conseils Afrique
Expert comptable DPLG
Abidjan
08 BP 1302 Abidjan 08 - CI
Commissaire aux comptes

Les Organes de Management

Le Conseil d'Administration



Kakou Dominique



Zadi Eugène



Kouassi Mathias



Kouadio Amani



Da Cruz Dominique



Sanogo Abdoulaye



Kodjo Bervelle



Kouadio Koffi N'da



Yao Bakari Kobena



Ehui E. Eugène



Sié Lambert

Les Présidents des autres Organes



Ebah Basile
(Déontologie)



Guessennd Emiliennne
(Surveillance)



N'drin Bonny Emma
(Crédit)

La Gérance et le Personnel



Alexis Koffi Kaunan
Gérant



Ségui K. Pelagie Annick
Gestionnaire de crédit



Kouassi A. Elisabeth
Assistante administrative



Assi A. Anna Patricia
Gestionnaire de crédit



Kadja Koutoua
Comptable

Elles nous font confiance



Siège social : Plateau, Immeuble Sidam,
18 BP 1210 Abidjan 18 - Tél : 21 23 64 87
Fax : 21 23 64 90 - mutagents@cie.ci

Régie par l'ordonnance N° 2011-367 du 3 Novembre 2011 portant réglementation
des systèmes financiers décentralisés - Agrément N° A-1.1.9/09-03